

L'inflation

effet, l'attitude des conservateurs progressistes, en réclamant tout simplement le gel des prix et des salaires, est selon moi inacceptable. Devant tout cela, après avoir été effrayés par les résultats du gel des prix et des salaires aux États-Unis, les néo-démocrates ont jugé bon de changer leur fusil d'épaule...

L'Orateur suppléant (Mme Morin): A l'ordre. Je regrette d'interrompre l'honorable député, mais le temps qui lui était alloué est maintenant écoulé.

[Traduction]

M. A. C. Abbott (Mississauga): Madame l'Orateur, je suis très heureux de prendre la parole au sujet de cette motion importante. Je regrette que le député de York-Simcoe (M. Stevens) soit absent et je regrette surtout que le député de Waterloo-Cambridge (M. Saltsman) le soit également. Les députés du Nouveau parti démocratique sont habituellement présents à la Chambre, mais je suppose que la veillée d'hier soir les a vraiment fatigués et qu'ils n'ont pu tenir jusqu'à la fin de la journée!

Il est aussi évident que les députés du parti conservateur, épuisés par leurs efforts à débattre une mesure d'urgence sur une question qui était réglée avant même qu'ils commencent, voient aussi leurs rangs diminués. Ils s'intéressent apparemment moins aux affaires courantes qu'à une question qui avait déjà été réglée avant leur arrivée, hier soir, et qu'ils ont débattue jusqu'aux petites heures du matin.

Malheureusement, je suis arrivé trop tard pour entendre les remarques du député de York-Simcoe aujourd'hui, mais c'était probablement une version réchauffée de celles qu'il a faites à la Chambre l'autre jour au sujet de la motion du Nouveau parti démocratique. Il a été suivi du député de Waterloo-Cambridge qui lui a reproché, et ce, à juste titre, à mon avis, de pratiquer la politique de l'autruche face aux problèmes de l'économie. Le député de Waterloo-Cambridge est un député très respecté qui a l'avantage d'être non seulement socialiste mais aussi entrepreneur et représentant de la libre entreprise, ce qui lui permet de voir l'économie par les deux bouts de la lunette.

J'ai parlé à un agent haut placé du parti libéral dans son association, qui m'a dit que seulement deux choses n'avaient pas augmenté depuis la guerre: les lacets de souliers et la cotisation à l'Association des libéraux de Waterloo-Sud! Je suis certain que la grande valeur des membres de cette association est à l'origine de la hausse de prix; je n'en suis pas aussi certain au sujet des lacets de chaussures.

Les remarques du député de York-Simcoe me rappellent celles qu'il a faites l'autre jour; elles étaient négatives et tout à fait cyniques. A mon avis, ce genre d'attitude a contribué au cours des quelques dernières années à faire perdre aux conservateurs le mandat que lui aurait autrement donné la population canadienne. Les problèmes que nous rencontrons aujourd'hui avaient été prévus, je pense, dans une politique d'ensemble préconisée par les conservateurs au cours de la dernière campagne électorale et à juste titre ou non—et nous de ce côté-ci croyons que c'est à juste titre—politique dont ne voulait pas le peuple canadien. L'actuel critique financier de l'opposition les met cyniquement de l'avant pour faire valoir ses propres notions quant à la manière dont il faudrait diriger l'économie. Par ses déclarations à la Chambre il dénature les efforts que fait le gouvernement pour s'occuper des très graves problèmes qui nuisent à l'économie. A la page 4075 du hansard du 13 mars, le député dit:

Nous avons tous entendu parler des discours où le ministre des Finan-

[M. Gauthier (Roberval).]

ces réprimandait les chefs syndicaux et leur demandait de «limiter leurs exigences salariales». Certes, il eût été beaucoup plus juste que le ministre des Finances (M. Turner) aille trouver les chefs syndicaux, mette cartes sur table et leur dise: «Je regrette, messieurs, pour rester au pouvoir, nous avons perturbé l'économie. Nous avons gonflé excessivement la masse monétaire. Nous avons trop dépensé, nous avons causé l'inflation, mais nous espérons que vous comprendrez.»

● (1710)

Plus loin dans son discours le député a déclaré, comme en fait foi la page 4076 du hansard:

Peut-être la chose la plus importante que je puisse dire est pourquoi le gouvernement ne démissionne-t-il pas, et donnons-nous un autre gouvernement. Le ministre doit agir maintenant. Nous croyons qu'il devrait le faire en abaissant le taux d'impôt au Canada dans trois domaines importants, notamment en réduisant l'impôt sur le revenu des particuliers, en supprimant la taxe de vente sur les matériaux de construction et en permettant la déduction des intérêts sur les hypothèques de plus de 8 p. 100 à titre de frais avant le paiement de l'impôt sur le revenu.

Cette piètre tirade au sujet de l'inefficacité du gouvernement marquait les limites de la formule proposée par le député pour régler nos problèmes d'aujourd'hui. Plus tôt le ministre avait parlé des réalisations du gouvernement dans le budget du 18 novembre.

M. Gillies: Nous avons les taux de chômage et d'inflation les plus élevés au monde.

M. Abbott: Le député prétend que nous avons les taux de chômage et d'inflation les plus élevés au monde. Cette affirmation...

M. Gillies: Est vraie.

M. Abbott: ... comme bien d'autres remarques, est peut-être à moitié vraie.

M. Gillies: Nous avons le taux d'inflation le plus élevé de notre histoire.

M. Abbott: Le ministre a dit, comme en fait foi la page 4071 du hansard:

Je tiens à souligner à lui et à nos collègues de la Chambre que nous avons fait beaucoup pour protéger les citoyens qui ne peuvent se défendre contre les caprices de l'économie, contre l'érosion inflationniste. Nous avons augmenté la pension de vieillesse en l'indexant sur le coût de la vie, rajusté et haussé le supplément de revenu garanti, triplé et rajusté les allocations familiales et pour compenser la hausse du coût de la vie, afin, surtout, de protéger les familles dont le revenu est inférieur au seuil de la pauvreté. Nous avons accordé la réduction d'impôt la plus importante de toute l'histoire du Canada, réduction qui touche dans une proportion de 70 p. 100 les citoyens dont le revenu est de \$10,000. Nous avons supprimé ce que le député considérait comme une taxe de vente régressive sur tous les vêtements, la nourriture et les boissons, sauf les spiritueux. Nous sommes après tout le parti qui a instauré l'assurance-maladie et qui s'est engagé à assurer un revenu annuel garanti.

Que les députés comparent les remarques du ministre et les politiques que traduisait le budget du 18 novembre, politiques dont tous les Canadiens profitent aujourd'hui, avec le genre de politiques présentées par le député de York-Simcoe à la fin de sa diatribe contre le gouvernement en raison de leur prétendue médiocrité. Même le député de Waterloo-Cambridge (M. Saltsman), bien que de l'opposition, a jugé bon de chapitrer l'opposition officielle pour son empressement à assumer que tous les problèmes d'inflation au pays sont nationaux et ont été engendrés au Canada, et non universels. L'inflation est endémique dans le monde entier.

M. Gillies: Vous savez bien que non.

M. Abbott: Les forces inflationnistes ont été mises en mouvement dans le monde par un boom économique mon-